Carte blanche publiée dans le journal Le Soir du 4 novembre 2026

Par Jean-François Tamellini, Secrétaire général de la FGTB wallonne

Emploi : changeons (vraiment) de cap !

Ce lundi, les fédérations patronales ont appelé les gouvernements à revoir leur copie en matière de politique d'emploi et de chômage. La lecture des gros titres de la presse a un instant pu laisser penser à une prise de conscience et de responsabilité du banc patronal : les politiques d'exclusion du chômage ont des résultats désastreux, il est temps de changer de cap. Hélas, le doute est vite retombé : le patronat appelle, une fois de plus, à davantage de pression sur les demandeurs et demandeuses d'emploi mais aussi sur les malades et personnes émargeant au CPAS. Comme si s'entêter dans l'erreur allait faire disparaître ses effets.

Chronique d'un désastre annoncé

La FGTB et d'autres syndicats, des associations, des académiques avaient prévenu : la limitation dans le temps des allocations de chômage ne créerait aucun emploi, l'exclusion ne mènerait qu'à davantage d'exclusion et contribuerait à creuser les déficits de la Wallonie et de Bruxelles. À la grande satisfaction des nationalistes. Près d'un an après la mise en œuvre de la mesure, les faits sont là : échec sur toute la ligne.

Les chiffres de reprise d'emploi sont dérisoires et ne veulent en réalité pas dire grand-chose. Avant leur exclusion, de nombreuses personnes enchaînaient déjà contrats précaires et périodes de chômage, bien loin du cliché du « chômeur inactif ». Le fait qu'environ 10 % des exclus aient travaillé au moins un jour dans les mois suivant leur fin de droits n'est donc pas une surprise : ce qui était leur quotidien avant l'exclusion l'est resté après. Seule différence, et de taille : ils ne sont plus indemnisés pour leurs périodes de chômage. Et les autres ? Près d'un exclu sur deux se retrouve à charge des CPAS, aggravant la situation financière de nombreuses communes déjà en difficulté. Certains, moins nombreux, basculent en maladie-invalidité. Enfin, près de quatre exclus sur dix sont tout simplement sortis des radars.

Errare humanum est, perseverare diabolicum

À la différence du ministre MR, qui s'entête à vanter son *vrai succès*, le patronat a au moins le mérite de reconnaître l'échec et l'impasse. Mais que préconise-t-il pour en sortir ? Principalement renforcer l'*activation* (comprenez *: pression, sanctions et exclusions*) des demandeuses et demandeurs d'emploi, des personnes malades ou émargeant au CPAS. En d'autres mots, aggraver le mal par le mal.

Une revendication pour le moins étonnante quand on sait que, non contents d'avoir exclu plus de 137.000 personnes au niveau fédéral, les partis de la majorité wallonne ont également mis en place des politiques d'accompagnement plus répressives. Résultats ? Au premier semestre 2026, le FOREM a infligé deux fois plus de sanctions aux jeunes en stage d'insertion et huit fois plus de sanctions aux chômeuses et chômeurs indemnisés ! Une augmentation des sanctions d'autant plus radicale que celles-ci s'appliquent à des personnes par définition « proches de l'emploi » puisqu'au chômage depuis moins de deux ans.

Est-ce vraiment le modèle de société que nous voulons pour aujourd'hui et demain, pour nous, pour les jeunes, pour nos enfants ? Une société où le gouvernement exclut d'une main plus de 137.000

Carte blanche publiée dans le journal Le Soir du 4 novembre 2026

Par Jean-François Tamellini, Secrétaire général de la FGTB wallonne

personnes en leur enjoignant de retrouver du travail tandis que, de l'autre, il restreint le nombre d'emplois disponibles en élargissant les *flexijobs* (inaccessibles aux exclus), les jobs étudiants (inaccessibles aux exclus) et les heures supplémentaires (inaccessibles aux exclus). Une société où le chômage indemnisé baisse mais le chômage non indemnisé augmente. Une société qui compte plus de personnes au CPAS qu'indemnisées par le chômage. Une société où l'emploi ne cesse de se précariser au point que les salaires trop bas devraient être compensés par des *jobs bonus* payés par la collectivité. Une société où les inégalités s'accroissent entre les personnes mais aussi entre les Régions et les communes. Où les plus faibles sont, à tous les niveaux, toujours les premiers visés et les plus fortement touchés.

Changer de cap : plus qu'une nécessité, une urgence

Cette société-là, nous sommes de plus en plus nombreux à la refuser. Car il n'y a pas de fatalité. Des alternatives crédibles, justes et efficaces existent. Sortir du cercle vicieux de l'emploi précaire pour développer l'emploi durable et de qualité.

À travers un allègement de la fiscalité fédérale sur le travail compensée par une contribution plus juste et cohérente des revenus du capital. Via l'arrêt des politiques de dérégulation du marché du travail qui entretiennent une concurrence déloyale et malsaine entre jobistes, flexi-jobeurs, CDI, intérimaires, sans emploi, exclus… Ou encore en se penchant sur la réduction collective du temps de travail (sans perte de salaire et avec embauche compensatoire), une mesure de progrès social qui offre, entre autres avantages, de mieux répartir les richesses et l'emploi.

Au niveau wallon, aussi, un autre cap est nécessaire. Le développement d'emplois durables et de qualité devrait être l'objectif central, plutôt que des mécaniques d'exclusion qui aggravent la précarité, enfoncent les communes et font le jeu des nationalistes. Renforcer la formation, responsabiliser les entreprises, les inciter à offrir davantage de places de stages en alternance. Améliorer les conditions de travail, le type de contrat proposé pour renforcer l'attractivité des emplois. Offrir des perspectives aux plus de 50 ans, qui postulent sans jamais recevoir de réponse, en renforçant les incitants à l'embauche, tout en se préservant de l'ingénierie fiscale et des effets d'aubaine. Penser l'ensemble des politiques à l'aune des changements que le bouleversement climatique apporte(ra) dans nos modes de vie, de travail et de production. Mais aussi assurer le développement du réseau électrique, renforcer le mix énergétique, et mieux adapter les marchés publics, actuellement mal calibrés pour les entreprises wallonnes. Enfin, entamer un large travail de réflexion entre interlocuteurs sociaux sur les effets de l'IA sur l'emploi et la répartition des gains de productivité.

Bref, anticiper, négocier, planifier et orienter les politiques publiques vers le progrès social et environnemental collectif et non le profit de quelques-uns. Tout le contraire de ce que font les gouvernements fédéral et wallon. Mais l'austérité et la précarité qu'ils tentent de nous imposer n'est pas une fatalité. Dans les semaines qui viennent, nous serons donc à nouveau dans les rues et sur les ronds-points pour le leur rappeler… et forcer le changement de cap !

Jean-François Tamellini

Secrétaire général de la FGTB wallonne